

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiées :

- **Consistance des installations** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010 article : 1.2.1
- **Stockage et utilisation d'ammoniaque** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010 article : 6.4.1
- **Gestion et limitation de la production de déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010 article : 4.1.11

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BMI - MONIER

29 Rue du Huit Mai
16270 Terres-De-Haute-Charente

Références : 2025 1347 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007201508

P.J. : Projet d'APC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement BMI - MONIER implanté 29 Rue du Huit Mai 16270 Terres-de-Haute-Charente. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée pour observer l'avancement des mises en conformité sur les sujets chroniques et accidentels ayant fait l'objet de constats d'écarts lors de la dernière inspection menée en décembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BMI - MONIER
- 29 Rue du Huit Mai 16270 Terres-de-Haute-Charente
- Code AIOT : 0007201508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine BMI de Roumazières (Terre-de-Haute-Charente) fabrique des tuiles en terre cuite et des accessoires de tuiles en terre cuite.

L'usine est principalement composée de 4 lignes de façonnage, 4 séchoirs, 2 fours et 2 lignes d'emballage.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 1.2.1	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	2 mois
2	Stockage et utilisation d'ammoniaque	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.4.1	Prescriptions complémentaires	3 mois
3	Ressources pour la lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.4.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 3.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 2 et 3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Maintenance filtrations rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/06/2013, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Conformité des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Rejets d'effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 3.3.8.1 et 3.3.8.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Rejets des effluents aqueux (mare non étanche)	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 3.3.2 et 3.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Gestion et limitation de la production de déchets	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 4.1.11	Prescriptions complémentaires	4 mois
11	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 5.2	Demande d'action corrective	3 mois
12	Rétentions stockage et déchargement	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.3.3 et 6.3.7	Demande d'action corrective	4 mois
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
14	Protections foudre	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.4	Demande d'action corrective	2 mois
15	Dispositions constructives locaux fours de cuisson	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Accès et circulation pompiers	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de remédier à la situation observée lors des dernières inspections, l'exploitant a précisé que des enveloppes budgétaires en matière de sécurité et environnement, plus importantes, vont être débloquées les années à venir (exemple pour 2026 : enveloppe de l'ordre de 200 k€ alors qu'en général, les enveloppes financières allouées à l'environnement sont de l'ordre de 50 k€ chaque année).

La présente inspection a permis d'observer une nette amélioration sur le site, notamment vis-à-vis de la zone de stockage de déchets à l'Ouest du site débarrassée de certains déchets (d'autres sont laissés sur place sur un massif), de la défense incendie désormais acquise, d'une meilleure connaissance des réseaux aqueux du site et de leur gestion.

En revanche, des constats d'écarts perdurent sur plusieurs thématiques ayant davantage trait à des sujets chroniques (rejets divers, confinement des eaux d'extinction, rétention des zones de dépotage ammoniacale...) et accidentels (conformité électrique, foudre...). À ce propos, des demandes d'actions correctives sont formulées dans le présent rapport.

Par ailleurs, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé sur différents sujets dont les constats sont consignés dans le présent rapport. Un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour formuler ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure contradictoire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 1.2.1
Thème(s) : Autre, conformité
Prescription contrôlée : <i>Constat lors de la visite d'inspection de 2024</i> Dans sa lettre du 5 août 2024, en réponse à l'inspection du 29 novembre 2023, l'exploitant indique ne pas être concerné par les rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées, ni par les règles de cumul Seveso pour des produits ou substances classées H220, H222, H223, H225, H226, H270, H400, H411. Il dispose d'un tableau de calcul avec une évaluation du risque chimique basée sur la situation de l'entreprise en 2020. Cette évaluation doit être actualisée pour tenir compte de la situation de l'établissement à ce jour. BMI s'était engagé à produire un porter à connaissance (PAC) courant 2024 (cf. rapport de l'inspection de novembre 2023) mais celui-ci n'était pas disponible lors de l'inspection. Selon le devis dont dispose l'exploitant, ce PAC rassemblera : <ul style="list-style-type: none">- la mise à jour de la liste des rubriques de la nomenclature des installations classées qui concernent BMI, en intégrant une actualisation de classement précisant les rubriques 3xxx et 4xxx- la gestion des eaux pluviales,- la gestion des eaux d'incendie et du confinement des eaux d'extinction, avec les besoins évalués selon les guides D9 (besoin en eau pour la défense incendie) et D9A (besoin pour le confinement

des eaux d'extinction d'incendie),

- la gestion des effluents de la « mare de décantation »,
- la gestion des déchets présents sur le site,
- la situation de l'entreprise vis-à-vis de la réglementation sur les plans sécheresse en application des arrêtés ministériels dont celui de 2023 modifié.

Il est à noter qu'un audit du risque chimique des activités de l'entreprise était déjà évoqué par l'exploitant en 2018.

Il est demandé à l'exploitant

- d'évaluer le risque chimique de ses activités,
- de vérifier la consistance des rubriques ICPE relatives à son installation, compte tenu de l'évaluation du risque chimique évoqué supra, et de procéder à une éventuelle mise à jour de la liste de ces rubriques, en la justifiant,
- de vérifier, plus largement, la consistance de l'ensemble des rubriques ICPE relatives à son installation et de procéder à une mise à jour si nécessaire, en la justifiant.

Au-delà de l'évaluation du risque chimique et d'une mise à jour des rubriques ICPE applicables à son installation, il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications apportées au site, ou prévues de l'être, par rapport aux arrêtés préfectoraux d'autorisation en vigueur.

Les attendus détaillés dans le constat ci-dessus devront être intégrés au porter à connaissance.

L'absence d'action et de mesures correctives et des justificatifs associés expose l'exploitant à une mise en demeure, puis à des sanctions administratives.

Constats :

À la date de cette inspection, aucun porter à connaissance n'a été transmis à l'inspection, compilant l'ensemble des demandes supra et des autres modifications des conditions d'exploiter depuis son arrêté préfectoral d'avril 2010.

En outre, il s'avère, par exemple, que la puissance totale des machines de criblage et de broyage présentes sur le site s'élève aujourd'hui à 1500 kW, alors que, en 2010, la puissance autorisée, au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées, n'était que de 750 kW. De nombreuses modifications sont intervenues sur site sans évaluation des impacts et des dangers générés par celles-ci. Il convient d'y remédier.

Concernant l'actualisation du classement ICPE transmise le 22/09/2025 par courriel, l'inspection relève plusieurs incohérences qu'il convient de clarifier.

Par exemple, aucun classement ICPE n'est précisé pour le stockage de silicone sur le site, alors que l'arrêté préfectoral de 2010 note l'existence d'une telle cuve de 20 m³ de silicone (liquide inflammable), qui apparaît également dans le courrier de l'exploitant de mai 2016 se positionnant sur les rubriques 4XXX.

Pour ce cas d'espèce, un classement sous la rubrique 4330 de la nomenclature avait été retenu dans ce courrier, invoquant un classement sous le régime de l'autorisation (20 t) au titre de cette rubrique (par bénéfice de l'antériorité).

Eu égard à ce constat, l'établissement pourrait relever du statut Seveso Seuil Bas pour un dépassement direct du seuil de 10 t de la rubrique 4330.

Après vérification lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité de 2022 du silicone « SILRES 16 » ; celle-ci précise que le silicone n'est pas un liquide inflammable et qu'aucune mention de danger n'implique un classement au titre d'une rubrique

433X.

En conclusion générale, il s'avère, au vu des éléments transmis par l'exploitant, que l'établissement ne relève pas du statut Seveso Seuil Bas, que ce soit par l'application de la règle du cumul ou par le dépassement direct d'un seuil.

En revanche, des modifications des installations ont été réalisées et non déclarées à l'autorité préfectorale et un porter à connaissance visant à décrire les modifications intervenues et en évaluer les impacts et les dangers puis, in fine et si besoin, actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, est attendu, comme déjà demandé lors de l'inspection de décembre 2024. L'exploitant a précisé que le porter à connaissance serait transmis au plus tard pour fin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de fournir un porter à connaissance listant l'ensemble des modifications observées sur site depuis l'arrêté préfectoral 2010, en actualisant l'étude de dangers et l'étude d'impact de l'établissement de façon appropriée et en lien avec les modifications.

Ce porter à connaissance devra intégrer une actualisation de la situation administrative de l'établissement (classement ICPE et statut Seveso).

L'exploitant évaluera également la nécessité réglementaire de déposer une demande d'examen au cas par cas si l'une des conditions mentionnées à l'article R.122-2 du code de l'environnement est remplie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Stockage et utilisation d'ammoniaque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

Constats :

L'ammoniaque diluée (solution aqueuse à 20,5 %) est utilisée dans le process pour améliorer les caractéristiques de plasticité du mélange (argile-sable) et avoir une coloration de teinte identique au niveau du malaxeur avant extrusion.

La solution d'ammoniaque diluée à 20,5 % est utilisée sur 3 lignes de fabrication et stockée dans des citernes plastiques sur rétention.

- Loubert 4 : capacité de stockage 2500 L
- Loubert 2 : capacité de stockage 8000 L
- Loubert 3 : capacité de stockage 20000 L

Après examen de l'étude de dangers (EDD) du site et des prescriptions en vigueur, l'inspection relève que, ne sont pas détaillés dans ces documents, les scénarios accidentels liés à une perte de confinement du stockage et des tuyauteries d'injection, et/ou lors du dépotage d'ammoniaque ou

<p>lors d'un épandage incidentel/accidentel, ou encore lors des opérations de dépotage de $\text{NH}_{3(\text{liq})}$.</p> <p>À cet effet, il apparaît nécessaire d'imposer à l'exploitant la réalisation d'un complément d'étude de dangers portant sur le stockage et la distribution d'ammoniacque en vue de définir les barrières de sécurité prises pour maîtriser les risques toxique et explosif de l'ammoniac.</p> <p>Lors de la visite sur le terrain, il n'a été observé aucun dispositif particulier en dehors d'une rétention fixe présente au niveau des stockages de $\text{NH}_{3(\text{liq})}$ et de dispositifs absorbants à proximité de cette rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de réaliser un complément d'EDD sur le volet « ammoniacque » et de définir, le cas échéant, les barrières de sécurité à mettre en œuvre.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé pour encadrer cette demande. Un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour apporter ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Ressources pour la lutte incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de la visite d'inspection de 2024</i></p> <p>Dans sa lettre du 5 août 2024, en réponse à l'inspection du 29 novembre 2023, l'exploitant indique:</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la mise en conformité du plan d'eau au Sud-Ouest du site (cf. avis du SDIS dans un courrier du 4 janvier 2019), sous forme de point d'eau incendie, n'est pas nécessaire au besoin d'eau incendie ; l'exploitant précise que ce plan d'eau correspond au bassin de régulation des eaux pluviales et de stockage des eaux en cas d'incendie ; à noter qu'il doit être étanché, - avoir mis en service (septembre 2024) deux réserves d'eau de 120 m^3 (soit 240 m^3) ; ces deux réserves ont bien été vues lors de l'inspection, - mettre en service au premier semestre 2025 une capacité d'eau de 1200 m^3 ($2 \times 480 \text{ m}^3 + 240 \text{ m}^3$). <p>Le volume disponible en eau pour la défense incendie s'élèvera donc à 1440 m^3, lorsque l'ensemble des capacités prévues seront mises en place. Ce volume reste inférieur au 1620 m^3 exprimés dans l'avis du SDIS du 4 janvier 2019.</p> <p>L'exploitant précise par ailleurs qu'il adaptera ses moyens de défense contre l'incendie conformément aux résultats du calcul en cours de finalisation, des besoins en eau et en capacité de confinement des eaux d'extinction d'incendie (calculs selon les guides D9 et D9A) (voir point de contrôle n° 1 de ce rapport).</p> <p>En revanche, l'installation est actuellement dotée de seulement 240 m^3 d'eau, volume largement en-deçà des 1620 m^3 estimés dans l'avis du SDIS.</p>

Il est demandé à l'exploitant :

- de mettre à jour et justifier le calcul, selon les guides D9, D9A, du besoin en eaux d'incendie et en capacité de confinement des eaux d'extinction,
- de mettre en place les moyens nécessaires à la gestion des eaux d'incendie et du confinement des eaux d'extinction.

L'absence de la mise en place de l'ensemble de ces dispositions et l'absence de justificatifs associés exposent l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

1) Concernant les réserves incendie et les moyens pour garantir la disponibilité de 1620 m³ sur site, l'exploitant a indiqué que :

- 2 réserves de 120 m³ ont été installées ;
- 2 poteaux incendie publics permettent de débiter 120 m³/h sous 1 bar soit 240 m³ d'eau pour deux heures ;
- d'autres réserves, dont une de 240 m³ et deux de 480 m³, ont été installées cet été. Le remplissage de ces réserves a été réalisé mi-octobre 2025.

La défense incendie de l'établissement s'établit donc à 1680 m³ ; ce qui permet de répondre au dimensionnement exigé par les pompiers en 2019.

Un plan des installations a été transmis le 07/10/2025 et il atteste que les poteaux incendie valorisés se trouvent à moins de 200 m des installations à défendre. Ce même plan fait état de la présence de 2 réserves de 120 m³, 2 réserves de 480 m³ et 1 réserve de 240 m³ soit un total d'eau disponible, pour la DECI, de 1440 m³.

Par sondage, l'exploitant a présenté à l'inspection les procès-verbaux de réception établis par le SDIS le 22/10/2025, pour les réserves installées en 2025 (2 de 480 m³ et 1 de 240 m³).

Lors de la visite des installations, toutes les réserves incendie mentionnées ont bien été observées et le niveau d'eau était conforme pour chacune d'elles. Chaque réserve disposait d'aires de stationnement pour les engins du SDIS. Chaque aire disposait de prises de raccordement pompiers en nombre suffisant (1 prise pour les réserves de 120 m³, 2 prises pour celle de 240 m³ et 4 pour celles de 480 m³). Ces constats n'appellent pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection.

Enfin concernant les deux poteaux incendie, l'exploitant a transmis la dernière mesure de débit en simultané, réalisée par la société DESAUTEL le 21/10/2025. Le débit mesuré en simultané est de 115 m³/h sous 1 bar (dont 70 m³/h pour un poteau et 45 m³/h pour l'autre poteau). Compte tenu qu'un des deux hydrants débite moins de 60 m³/h sous 1 bar, celui-ci ne peut être retenu pour la défense incendie de l'établissement. Il apparaît donc nécessaire de mettre en place les actions correctives pour y remédier.

2) Concernant le confinement des eaux d'extinction, l'exploitant précise que la capacité requise est de 3500 m³. Cette capacité est garantie par plusieurs bassins dont certains sont étanchés par une géomembrane (l'un de 70 m³, l'autre de 4000 m³) et d'autres non étanchés (marre « centrale » et bassins de 70 et 3500 m³).

3) Concernant les ouvrages non étanchés, l'exploitant indique qu'ils sont composés d'une couche argileuse, étanche (cf. son courrier de décembre 2007 à propos du bassin de 3500 m³). Dans ce courrier, l'exploitant avait alors sollicité la possibilité de conserver cette couche sans procéder à

<p>une étanchéification complémentaire du bassin.</p> <p>Or, aucune justification n'a encore été apportée pour démontrer que la couche argileuse des ouvrages non étanchés en fond et au niveau des berges, peut être considérée comme imperméable.</p> <p>Des éléments complémentaires doivent être produits en ce sens.</p> <p>Des prescriptions complémentaires sont proposées par l'inspection pour procéder à des vérifications adéquates, notamment des mesures de perméabilité de la couche d'argile des bassins.</p> <p>Lors de la visite des installations, la présence d'eau en quantité importante a été relevée dans le bassin de 3500 m³ non étanché. Celui-ci devra toutefois faire l'objet d'un nettoyage. La mare « centrale » du site est envahie de roseaux. Elle doit également faire l'objet d'un entretien rapidement.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'un nettoyage périodique de ses bassins doit faire partie du plan de prévention et d'entretien de ses installations et équipements pour garantir leur caractère opérationnel – au-delà de la seule réalisation de mesures de perméabilité du fond argileux des ouvrages.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En conclusion, il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous un mois, de mettre en œuvre les actions correctives pour permettre d'obtenir un débit en simultané, des deux poteaux incendie, d'au moins 120 m³/h sous 1 bar en garantissant dans ce cadre que chaque hydrant débite au moins 60 m³/h ; - sous deux mois, de procéder au nettoyage et au curage des bassins de 3500 m³ et de la mare « centrale », et de réaliser des mesures de perméabilité des fonds argileux de l'ensemble des ouvrages non étanchés et concourant au confinement des eaux d'extinction. <p>Enfin, pour garantir le caractère pérenne de la défense incendie du site et pour démontrer que le confinement des eaux d'extinction est bien réalisé dans des capacités étanches, des prescriptions complémentaires sont nécessaires. À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport. Un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour formuler ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)

<ul style="list-style-type: none"> - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 22/09/2025, l'exploitant a indiqué « [avoir] initié la mise à jour des plans dès le mois de juillet 2025 et [finalisé] les plans des réseaux (plan de masse, plans des réseaux des eaux et des ouvrages, plan de disposition des réserves d'eau incendie) pour le 30 septembre 2025 avec la société SC2I ». Les plans mis à jour ont été transmis le 06/11/2025.</p> <p>Il s'avère que les plans sont encore non légendés mais permettent de mieux comprendre la gestion des réseaux hydrauliques présents au sein de l'établissement. Ces plans doivent donc être mis à jour et compléter pour être plus lisibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre à jour et transmettre à l'inspection son plan des réseaux et de leur connectivité avec les différents bassins présents sur le site.</p> <p>Ce plan doit comporter tous les éléments utiles à la localisation de ces réseaux (légende des différents réseaux aqueux tels alimentation en eau, eaux issues des opérations de lavage, station d'engobage, réseaux pluviaux de voiries, de toitures...) et des bassins (rose des vents, échelle, points significatifs sur le site, etc.).</p> <p>Ces plans doivent également préciser, <i>a minima</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différents ouvrages présents sur site pour le traitement des effluents aqueux (séparateurs à hydrocarbures, bassins/bacs de décantation...) ; - les différents points de rejets aqueux de l'établissement (rejet principal du site, rejets internes à l'établissement convergeant vers le rejet principal) ; - les différents organes concourant à la maîtrise des écoulements (vannes de régulation, d'isolement par rapport au milieu naturel, disconnecteurs...) ; - l'ensemble des éléments / items énumérés à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral de 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de la visite d'inspection de 2024</i></p> <p>Les mesures des émissions atmosphériques du 1^{er} semestre 2024 ont été présentées. Les concentrations des rejets sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les flux spécifiques en HCl particuliers et/ou gazeux sont vus respectés.</p>

En revanche, des non-conformités apparaissent sur le débit d'éjection des gaz des conduits n° 1 et 2 (respectivement Loubert 3 et Loubert 245) :

- le débit gazeux du conduit n° 1 (20900 Nm³/h) est en-deçà de la valeur nominale de fonctionnement prévue (28750 Nm³/h),
- le débit gazeux du conduit n° 2 (30100 Nm³/h) est en-deçà de la valeur nominale de fonctionnement prévue (50000 Nm³/h).

Des deux constats supra, l'inspection relève que la dispersion des polluants présents dans les rejets atmosphériques n'est pas optimale (du fait que les débits réels d'éjection des gaz sont inférieurs aux débits nominaux).

Par ailleurs, les concentrations et flux de HCl n'ont pas été mesurés pour le conduit n° 2.

Enfin, aucune mesure n'a été effectuée sur le conduit n° 3 (installation de broyage).

La périodicité d'analyse de la qualité des effluents atmosphériques n'est pas systématiquement respectée.

Il est demandé à l'exploitant d'expliquer, justifier et pallier le cas échéant :

- les raisons du fonctionnement des conduits n° 1 et 2 avec des débits gazeux inférieurs aux débits nominaux prévus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2013 et destinés à permettre une bonne dispersion des polluants atmosphériques,
- les raisons de l'absence de mesures relatives aux émissions de HCl du conduit n° 2,
- les raisons de l'absence de mesures relatives aux émissions du conduit n° 3.

De nouvelles mesures des concentrations et flux des polluants des rejets atmosphériques doivent être réalisées dans les plus brefs délais. L'exploitant transmet un devis attestant de la réalisation prochaine des mesures demandées.

L'exploitant se doit de respecter également les fréquences de surveillance réglementaires des rejets atmosphériques.

En l'absence d'action et de justificatif destinés à combler les lacunes dans les mesures, l'exploitant s'expose à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

Par courriel du 22/09/2025, l'exploitant a indiqué que :

« - de nouvelles analyses ont été réalisées en juin 2025 pour l'ensemble des exutoires atmosphériques et que les résultats sont non-conformes pour l'unité L3 en HF (57 mg/Nm³ pour 5mg/Nm³ max) et en poussières totales (52,6 mg/Nm³ pour une valeur maximale autorisée à 40 mg/Nm³) ;

- cet été lors d'une opération de maintenance, nous avons découvert un problème d'étanchéité sur l'ouvrage, ce qui expliquerait ces concentrations anormales au mois de juin. Nous avons réalisé les travaux de réparation nécessaires sur les conduites d'évacuation pendant l'arrêt d'été. À réception de ces résultats, nous avons décidé de réaliser une accélération du traitement par le calcaire pour garantir une meilleure qualité des rejets atmosphériques ;

- afin de s'assurer que ces 2 actions (réparation conduites + renforcement du traitement) ont été efficaces et nous ont permis de revenir à des teneurs conformes, nous avons avancé les mesures de rejets atmosphériques du 2^{ème} semestre 2025 au 9 et 10 Octobre 2025 ce qui nous permettra de valider l'efficacité des actions correctives. »

Après analyse du rapport des rejets atmosphériques de juin 2025, l'inspection note que :

- les analyses ont été réalisées sur L3 (soit conduit 1) et Four 2-4-5 (soit conduit 2) mais aucune ne l'ont été en sortie de conduit 3 (broyage). L'exploitant précise que les analyses sur le conduit 3 sont effectuées tous les 3 ans (cf. article 7.2.1.1 de l'AP de 2010). L'analyse a été faite début octobre 2025 (le rapport n'était pas encore disponible au jour de l'inspection) ;

- le débit gazeux du conduit n° 1 (16100 Nm³/h) et du conduit n° 2 (32857 Nm³/h) sont en-deçà de la valeur nominale de fonctionnement prévue (respectivement de 28750 et 50000 Nm³/h). Concernant ce point, l'exploitant a fait réaliser une évaluation quantitative du risque sanitaire (EQRS) en prenant en considération les débits réels en sortie des deux conduits 1 et 2. L'étude conclut que « les émissions maximales attribuables aux émissions de BMI et en tenant compte des débits réels (inférieurs aux débits nominaux prescrits), permettent de respecter les recommandations des autorités sanitaires ». L'inspection prend note des éléments présentés dans l'EQRS et propose d'abroger les débits nominaux prescrits dans l'APC de 2013 en précisant toutefois que la vitesse d'éjection des gaz minimales à respecter, par conduits, est de 8 m/s ;

- pour les deux émissaires pour lesquels l'analyse a été réalisée, des non-conformités aux valeurs limites d'émission (VLE) en poussières et en HF ont été observées uniquement en sortie du conduit 1 (L3), comme l'indique l'exploitant dans sa correspondance du 22/09/2025. Concernant les cibles en flux et concentrations spécifiques (gazeux / particulières) en HF, celles-ci ont bien été prises en compte dans le rapport d'analyses (0,14 kg/h et 5 mg/Nm³). Afin de s'assurer que les travaux effectués sur le conduit 1 (L3) au courant de l'été 2025 sont efficaces, une nouvelle mesure des rejets atmosphériques, sur l'ensemble des paramètres réglementés, a été réalisée début octobre 2025 (le rapport n'est pas encore disponible au jour de l'inspection).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre le rapport des mesures des rejets atmosphériques – effectuées en octobre 2025 – pour les 3 conduits réglementés. Dans le cas où des non-respects de VLE sont observés, l'exploitant propose un programme d'actions correctives pour y remédier.

Un projet d'APC est proposé pour préciser la vitesse d'éjection minimale des gaz pour les conduits 1 et 2 en lieu et place des débits d'extraction nominaux réglementés par l'APC de 2013. L'exploitant a 15 jours pour formuler ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure contradictoire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Maintenance filtrations rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2013, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un plan de maintenance visant à s'assurer du bon fonctionnement des unités de filtration de ses installations. Ce plan régulièrement actualisé en fonction des résultats des contrôles externes est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Pendant les arrêts techniques d'été (durant environ 3 semaines par unité), l'épurateur gravier calcaire de chaque unité de production est inspecté sur différents aspects (corrosion, état visuel des alvéoles, étanchéité...).</p> <p>Pour le système de traitement des poussières du conduit 3, une intervention annuelle est réalisée sur l'ensemble des filtres à manche, qui sont remplacés. L'exploitant précise qu'un stock de manches neuves est disponible sur site.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun plan de maintenance particulier n'avait été formalisé pour s'assurer du bon fonctionnement des unités de filtration de ses installations. De plus, les interventions préventives et correctives, réalisées sur les systèmes de filtration sus-cités, ne font pas l'objet de traçabilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formaliser un plan de maintenance pour chaque système de filtration gravier-calcaire (conduits 1 et 2) et à manches (conduit 3) et de le mettre à jour au gré des interventions ; - mettre en place un système permettant d'enregistrer toutes les interventions préventives et correctives réalisées sur ces systèmes de filtration.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Conformité des points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports d'analyses des rejets atmosphériques réalisées en juin 2025, démontrent pour les conduits 1 et 2, que le nombre de configurations de mesure possibles d'axes de mesure disponible, les trappes normalisées ne sont pas conformes aux normes en vigueur (par exemple, trappes non normalisées, axes de mesure non disponibles...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier que les anomalies affectant les conduits 1 et 2 n'ont pas d'impact sur la représentativité des mesures atmosphériques réalisées périodiquement en sortie de ces émissaires. Si tel est le cas, l'exploitant met en place les actions correctives idoines pour y remédier et le justifie auprès de l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rejets d'effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 3.3.8.1 et 3.3.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de la visite d'inspection de 2024</i></p> <p>Lors de la précédente inspection du 29 novembre 2023, il avait été relevé des dépassements de seuil récurrents des concentrations en manganèse et fluorures des eaux rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>Les derniers relevés font apparaître de nouveaux dépassements au point de rejet dans le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la concentration journalière en manganèse (1,28 mg/L) des eaux rejetées au 3e trimestre 2024 est supérieure à la concentration maximale journalière admissible (1 mg/L). Le flux a été relevé à 0,3 kg/jour, alors que le seuil maximal est de 0,25 kg/jour, - la concentration journalière en fluorures (2 mg/L) des eaux rejetées au 1er trimestre 2024 est supérieure à la concentration maximale journalière admissible (0,7 mg/L). Le flux a été relevé à 0,3 kg/jour, pour un seuil maximal à 0,175 kg/jour, - la concentration journalière en fluorures (0,7 mg/L) des eaux rejetées au 3e trimestre 2024 est à la limite du seuil admissible (0,7 mg/L). En revanche, le flux (0,2 kg/jour) dépasse le seuil maximal de 0,175 kg/jour, - plus généralement, la concentration en fluorures relevée au point de rejet général oscille autour du seuil limite admissible depuis 2017, avec un dépassement typiquement tous les deux ou trois trimestres. <p>Hormis le manganèse et les fluorures, des dépassements de seuil sont également observés sur les matières en suspension (MES) et l'halogène organique adsorbable (AOX) rejetés dans le milieu naturel. En effet,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la concentration journalière en MES (45 mg/L) des eaux rejetées au 2e trimestre 2024 est supérieure à la concentration maximale journalière admissible (30 mg/L), de même que le flux (9,8 kg/jour pour un seuil à 7,5 kg/jour) ; un dépassement des concentrations et flux en MES avait déjà été enregistré au 4e trimestre 2023, - la concentration journalière en AOX (0,130 mg/L) des eaux rejetées au 1er trimestre 2024 est supérieure à la concentration maximale journalière admissible (0,1 mg/L). Cette concentration reste élevée au 2e trimestre 2024 puisqu'elle se situe à la limite du seuil admissible. <p>Constats :</p> <p>Depuis la dernière inspection, l'exploitant a fait intervenir la société Aquaprox pour étudier le phénomène et définir la mise en place d'actions correctives pour réduire les émissions, notamment en Aox, Mn et fluorures, au point de rejet principal du site.</p> <p>Une rencontre avec ce prestataire doit intervenir au courant du mois de novembre 2025 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étudier les résultats des essais semi-industriels en cours au niveau de la station physico-chimique de traitement des effluents d'engobage ; - définir les dispositions techniques complémentaires (renforcement du système de filtration et d'épuration existant....) à déployer pour réduire les teneurs et les flux en Aox, Mn et fluorures.

Lors de l'inspection, les résultats des analyses trimestrielles au niveau du point de rejet principal du site ont été consultés (voir tableau ci-dessous résultat depuis le dernier trimestre de 2023) :

Paramètres	paramètre	Limites réglementaires	Article AP	2023	2024	2024	2024	2024	2025	2025	2025
Date prélèvement				4ème trim	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre
Points rejet :		Paramètre	Valeur								
	Debit	m³/l	250	242,9	170,5	217	221,8	249,4	157,6	48,1	19,1
	T°	°C	30	17	18,3	20,1	20	18,9	21,1	24,9	21,9
	pH	ph		7,7	7,9	7,6	7,9	7,5	7,7	7,5	7,2
	Conductivité	µS/cm		296							
	ME 8	[o] mg/l	30	52	11	45	19	51		32	30
		kg/l	7,6	12,6	1,9	9,8	4,2	7,5		1,5	0,6
	CCO	[o] mg/l	126	72	6	16	21	16		29	29
		kg/l	31,26	17,5	1	3,5	4,7	4		1,4	0,6
	DBO5	[o] mg/l	26	3	3	3	3	3		3	3
		kg/l	8,26	0,7	0,5	0,7	0,7	0,7		0,1	0,06
	Indice Hydrocarbure	[o] mg/l	6	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05		0,05	0,28
		kg/l	1,26	0,012	0,009	0,01	0,01	0,01		0,002	0,005
	Fluorures	[o] mg/l	0,7	0,6	2	0,5	0,7	0,5	0,5	0,6	0,8
		kg/l	0,176	0,1	0,3	0,1	0,2	1	0,08	0,03	0,02
	AOX	[o] µg/l	100		130	100	62	78	220	92	62
		g/l	26		22,2	21,7	13,8	19,5	34,7	4,4	1,2
	Phosphore total	[o] mg/l	/		34,5				0,069		
		kg/l	/		5,9				0,01		
	N Global	[o] mg/l	30		0,99	0,9	0,95	0,92	1,59	1,43	0,86
		kg/l	7,6		0,20	0,2	0,2	0,2	0,25	0,07	0,02
	Baryum	[o] mg/l	/		0,029	0,196	0,285	0,36	0,115	0,305	0,243
		kg/l	/		0,005	0,04	0,1	0,09	0,02	0,01	0,005
	Aluminium	[o] mg/l	/		0,072	0,8	0,327	6,73	0,628	0,305	0,686
		kg/l	/		0,01	0,2	0,1	1,7	0,1	0,01	0,01
	Fer	[o] mg/l	/		0,209	0,954	0,632	6,396	0,689	1,38	1,17
		kg/l	/		0,04	0,2	0,1	1,6	0,1	0,07	0,02
	Manganèse	[o] mg/l	1	0,555	0,037	0,587	1,28	1,1	0,379	2,15	1,08
		kg/l	0,26	0,1	0,006	0,1	0,3	0,3	0,06	0,1	0,02
	Manganèse dissout	[o] mg/l									
		kg/l									
	Somme des 4 métaux	[o] mg/l	6		0,347	2,537	2,524	14,986	1,851	4,995	0,02
		kg/l	1,26		0,06	0,6	0,6	3,69	0,3	0,2	0,0004

Il est relevé que :

- sur le paramètre AOX, les résultats sont conformes aux trimestres 2 et 3 de 2025 ;
- sur le paramètre Mn, les résultats des trimestres 2 et 3 de 2025 ne respectent pas la VLE de 1 mg/L (respectivement T2 = 2,15 mg/L et T3 = 1,08 mg/L) ;
- sur les deux derniers trimestres, les flux pour l'ensemble des polluants sont respectés ;
- sur le paramètre fluorures, le résultat du trimestre 3 de 2025 (0,8 mg/L) ne respecte pas la VLE de 0,7 mg/L.

L'exploitant a précisé que des actions correctives pour réduire les émissions régulièrement vues non-conformes en MES, AOX et Mn seront mises en place au courant du 1^{er} semestre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- sous deux mois, de préciser les dispositions à mettre en place pour retrouver des niveaux d'émissions conformes et pérenne au point de rejet principal en Aox, Mn et fluorures (pour ce dernier paramètre, des fluctuations sont observées) ;
- sous six mois, de mettre en place les dispositions définies et de procéder à une analyse pour observer l'efficacité et le retour à la conformité de la qualité des rejets au milieu naturel.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Rejets des effluents aqueux (mare non étanche)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 3.3.2 et 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de la visite d'inspection de 2024</i></p> <p>Dans sa lettre du 5 août 2024, l'exploitant indique vouloir mener des actions d'ici fin 2024 jusqu'au 1er semestre 2025 pour discriminer les différents effluents qui se jettent dans cette mare dans le but de maîtriser ses rejets aqueux. Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a pas avancé sur le sujet.</p> <p>L'exploitant indique une étude à venir (cf. point de contrôle n° 1 de ce rapport). Il évoque également le mélange des eaux de fosse septique et des autres effluents, mélange qui aboutit finalement dans la mare. Il est rappelé que les eaux de fosse septique sont à faire éliminer par un opérateur agréé pour la vidange des eaux des fosses septiques. Le rejet d'eaux sanitaires non traitées dans le milieu n'est pas autorisé par le règlement sanitaire communal.</p> <p>Des investigations environnementales des eaux souterraines et des sols doivent être réalisées pour s'assurer de l'absence de pollution des sols et du sous-sol induits par les infiltrations d'effluents industriels susceptibles d'être pollués.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en œuvre les solutions ad hoc pour identifier et maîtriser la collecte de ses effluents, - transmettre à l'inspection les résultats commentés du plan d'action, avec un échéancier associé, - réaliser les investigations environnementales des eaux souterraines et des sols ad hoc pour s'assurer de l'absence de pollution des sols et du sous-sol induits par les infiltrations d'effluents industriels susceptibles d'être pollués. Des mesures de gestion devront être mises en œuvre en cas d'observation de pollution. <p>L'absence d'action corrective et des justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p> <p>Constats :</p> <p>Pour répondre aux demandes formulées lors de la précédente inspection, l'exploitant a mené des investigations qui ont conduit à démontrer que plusieurs fosses septiques (L245, L3, maintenance, SUP), raccordées à des vestiaires du personnel, communiquent avec la mare « centrale » du site (voir photographie ci-dessous). L'exploitant confirme qu'aucun effluent de process/industriel brut ou épuré n'est envoyé vers la mare non étanchée.</p>



Des analyses de la qualité des effluents des fosses septiques sus-citées ont été réalisées en juin et août 2025, uniquement sur les paramètres DCO, DBO5, NTK et P.

Pour chaque mesure, les concentrations de ces paramètres excèdent les valeurs limites d'émission admissibles. Aucune action particulière n'a encore été mise en œuvre par l'exploitant pour réduire les concentrations en macro-polluants des effluents qui aboutissent dans la mare.

Sur les analyses dans les fosses septiques, il manque de nombreux paramètres (e.g., métaux totaux, HCT, AOX, fluorures, Mn) qui auraient permis de mieux caractériser la qualité des effluents qui se jettent dans la mare.

Enfin, l'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas avoir réalisé les investigations environnementales (demandées à l'issue de la précédente inspection) des eaux souterraines et des sols et sous-sols pour s'assurer de l'absence de pollution par les infiltrations d'effluents possiblement pollués. À ce propos, l'exploitant précise qu'un devis a été établi en septembre 2025 (celui-ci n'a pas été présenté aux inspecteurs).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :

- réaliser des analyses complémentaires des effluents en provenance des fosses septiques sur les paramètres (a minima) métaux totaux, HCT, AOX, fluorures, Mn ;
- proposer la mise en place d'actions correctives pour réduire les niveaux d'émission de ces effluents en-deçà des VLE applicables, y compris pour les macro-polluants (DCO, DBO5, NTK, P) pour lesquels des dépassements ont été recensés lors des analyses de juin et août 2025 ;
- réaliser les investigations environnementales pour s'assurer de l'absence de pollution des sols et sous-sols et des eaux souterraines, pollution induite par les infiltrations d'effluents susceptibles d'être pollués et aboutissant dans la mare centrale. Des mesures de gestion doivent être mises en œuvre en cas d'observation de pollution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Gestion et limitation de la production de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 4.1.11

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la visite d'inspection de 2024

Il a été constaté que le volume de déchets présents sur le site était supérieur à celui observé en novembre 2023.

Des analyses physico-chimiques (hydrocarbures aromatiques polycycliques, HAP), métaux, PCB, fluorures, sulfates, etc.) des sols ont été effectuées le 16 février 2024 par AL-West B.V. Les résultats montrent un excès de fluorures cumulés (11 mg/kg de matière sèche [Ms] pour une valeur limite de 10 mg/kg Ms). Les éléments transmis par l'exploitant n'indiquent toutefois pas les zones de prélèvement sélectionnées (milieu de la zone de stockage illicite, zone boisée en contre-bas, rivière ?), ce qui rend difficilement interprétable les données. Aucune justification du maillage des prélèvements de sol réalisés n'a été présentée.

Par ailleurs, aucune analyse n'a été réalisée sur les eaux souterraines. Celles-ci, de même que le ruisseau, ne peuvent être exclus a priori de l'évaluation de l'impact de ces déchets sur le milieu.

L'exploitant indique avoir commencé à valoriser ses déchets de plâtre auprès du groupe Garandeau et être en phase d'essai de valorisation de ses déchets réfractaires avec EcoVégétal (bilan des essais prévu pour juin 2025). La valorisation des rebuts de tuiles cuites et non cuites n'a pas commencé.

Le PAC qui va être transmis par l'exploitant (voir point de contrôle n° 1 supra) doit inclure la gestion des déchets présents sur le site.

L'exploitant doit également préciser les typologies de déchets entreposés à l'Ouest du site.

Il est demandé à l'exploitant de :

- évaluer l'impact sur l'environnement de la zone de stockage de déchets et de rebuts de production située sur la partie Ouest du site, en fonction des quantités et de la nature des déchets stockés (investigations, a minima, de la zone boisée en contre-bas de la zone de stockage de déchets et de la rivière Le Son, voire d'autres milieux, notamment les eaux souterraines),
- réaliser des investigations complémentaires environnementales et justifier de l'adéquation du protocole de prélèvement mis en œuvre (maillage, nombre de points de prélèvements, matrices concernées...) ; en fonction des résultats, des mesures de gestion seront à proposer,
- préciser à l'inspection la nature et la typologie des déchets stockés ainsi que la quantité par nature/typologie observée sur site,
- définir un plan d'actions, avec un échéancier associé (sans excéder 4 mois), pour la mise en place de filières de gestion de ces déchets, filières qui doivent favoriser la valorisation matière et l'évacuation vers des filières dûment autorisées.

L'absence d'actions destinées à corriger la situation actuelle sur la gestion des déchets et des justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

Par courriel du 22/09/2025, l'exploitant a indiqué que :

- « - le rapport d'étude d'impact de notre stock de déchets que nous avons reçu le 29 août 2025 montre qu'il n'y a pas d'impact du stockage de nos déchets sur l'environnement. Néanmoins, nous ferons une surveillance régulière de la qualité des sédiments de la rivière conformément aux recommandations du bureau d'études ;
- nous avons évacué les différents stocks de déchets (U réfractaire, déchets de plâtre) dans les filières appropriées ;
- nous ne stockons plus de déchets sur l'ancienne zone de stockage de déchets ;

- nous avons mis en place un tri des déchets de production, qui nous permet de valoriser la totalité des déchets cuits (+50% par rapport à 2024) depuis le mois de juillet 2025 et de recycler une grande partie de notre casse de déchets secs. Nous avons encore des pistes d'améliorations. »

1) Concernant l'examen du rapport d'investigations environnementales menées sur les zones de transit/stockage de déchets, l'APAVE a transmis un *Diagnostic initial de pollution des sols et sédiments* du 29/08/2025. La zone d'étude était « située sur la stockage de déchets en limite ouest et rivière Le Son hors site ».

Le programme d'investigations a consisté en :

- 8 sondages sols de 3 à 10 m de profondeur pour caractérisation du massif de déchets et du TN (terrain naturel)
- 5 sondages sols à 0,4 m de profondeur en pied du massif
- 4 prélèvements de sédiments sur la rivière Le Son : 1 amont global ; 1 aval immédiat rejet BMI ; 1 aval immédiat rejet AFFIT ; 1 aval global.

La position des sondages réalisés est précisée sur le plan ci-dessous :



Les analyses de sols et de sédiments ont porté sur les hydrocarbures (C₅-C₁₀), les métaux lourds (As, Cd, Cr, Pb, Hg, Ni, Zn, Cu, Ba, Se, Mo, Sb), Al, Fe, Mn, les AOX (« pack ISDI » selon arrêté ministériel du 12 décembre 2014).

L'inspection considère que les paramètres retenus sont cohérents avec le diagnostic visé.

Après analyse des résultats sur les sondages, il est conclu que « [e]n l'absence d'impact significatif et de cible avec exposition chronique, APAVE ne préconise aucune investigation complémentaire de caractérisation des milieux. Un suivi de la qualité des eaux et des sédiments de la rivière Le Son pourra être engagé afin de vérifier le maintien d'absence d'enrichissement en pollution amont/aval ».

L'inspection constate que, selon le rapport de l'APAVE, aucun impact significatif du massif de déchets sur les sols et sous-sols n'a été mis en évidence, qui pourrait nécessiter de dépolluer ou de prendre des mesures de gestion des milieux. L'APAVE ne propose pas non plus de procéder à des analyses d'autres matrices dont les eaux souterraines. En revanche, des analyses des eaux et des sédiments du Son – en amont et en aval hydrauliques par rapport au massif de déchets – sont tout de même préconisées pour suivre l'évolution de la qualité de ces milieux et détecter l'apparition d'une éventuelle en pollution. De telles analyses sont proposées comme prescriptions par voie d'APC.

2) Déchets. L'exploitant a transmis plusieurs bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour l'évacuation de ses boues d'engobes et déchets de plâtres. Ces déchets ont en partie été évacués vers la carrière de gypse de CDMR (Garandeau) à Cherves Richemont pour servir de remblais.

Des analyses préalables sur les paramètres du pack ISDI ont été réalisées pour s'assurer de la compatibilité avec l'envoi comme remblais de carrières.

Les déchets U réfractaires, considérés comme inertes, ont été utilisés en sous-couche pour les zones d'implantation des réserves incendie sur site.

D'autres déchets présents ont toutefois été laissés sur place (voir photographie ci-dessous ; à droite, un tas de moules réfractaires usagés, et, à gauche, des déchets de tuiles « verts »).



3) Les inspecteurs ont constaté que l'exploitant a cessé tout nouvel apport de déchets au niveau de l'extrémité de la zone Ouest du site, qui a également été aplanie (photographie ci-après). L'exploitant a précisé qu'aucun nouvel apport de déchets ne sera réalisé sur ce massif.



En revanche, le massif de déchets – qui s'est constitué au fil du temps jusqu'à atteindre et ensevelir en partie les arbres limitrophes (cf. vues ci-dessous) – subsiste.



Ce massif surplombe le boisement avec des fronts particulièrement abrupts. La configuration actuelle de cette masse meuble – dont les caractéristiques rhéologiques et le comportement viscoplastique ne sont pas connus – présente un risque d'affaissement alors que sa stabilité reste à démontrer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours de

- délimiter l'extrémité de la zone Ouest du site
- de maintenir l'interdiction effective de tout nouveau déversement de déchets sur le massif présent
- d'interdire de façon pérenne tout apport de déchets dans ce secteur Ouest du site

Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois

- de mener une étude géotechnique de stabilité de ce massif de déchets ; selon les conclusions du rapport, l'exploitant propose les mesures à prendre pour anticiper et prévenir tout risque d'affaissement (mesures de suivi géotechniques) ;
- de proposer et déployer les actions nécessaires à la préservation du boisement présent au pied du massif de déchets.

Par ailleurs, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé pour prescrire des analyses des eaux de surface et des sédiments du Son pour s'assurer de l'absence de contamination due aux stockages de déchets effectués sur la partie Ouest du site. Un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour apporter ses éventuelles remarques sur le projet dans le cadre de la procédure contradictoire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la visite d'inspection de 2024

Les dernières mesures de bruit ont été réalisées du 10 au 12 octobre 2018 et plusieurs remarques sont à formuler.

1) L'exploitant ne respecte pas la fréquence triennale de mesures de bruit de son installation. Depuis 2018, deux campagnes auraient dû être réalisées, a minima en 2021 et 2024 ; ce qui n'est pas le cas.

2) Le rapport de 2018 indique que les mesures ont été effectuées aux points repérés n° 1, 3, 6, 9 et 10. La localisation de ces points n'est pas indiquée sur le plan inclus au rapport (cf. p. 5). Il n'est donc pas possible de savoir si les mesures ont été effectuées en limites de site et/ou en zones d'émergence réglementée (ZER).

3) Un dépassement des émergences maximales admissibles est relevé au point n° 10, en journée et de nuit - l'émergence diurne est de 7,5 dB(A), pour un seuil admissible de 5 dB(A) et l'émergence nocturne est de 3,5 dB(A), pour un seuil admissible de 3 dB(A).

L'exploitant explique ces écarts aux seuils admissibles par le fonctionnement du broyeur ainsi que la présence d'un engin de chantier pour l'alimentation de ce broyeur, qui accentuent grandement le bruit émergent (p. 13 du rapport).

4) Le rapport de 2018 traite essentiellement d'émergences sonores, hormis § 3 qui conclut au respect des niveaux de bruit en limite de propriété. Néanmoins, au point n° 3, de nuit et avec l'usine en activité, $Leq = 62,5$ dB(A) (cf. p. 11 du rapport), pour un niveau limite admissible de 60 dB(A).

Il est demandé à l'exploitant de procéder à de nouvelles mesures de bruit de son installation, à la fois en limite de propriété et en ZER, et de se conformer à la fréquence triennale prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de la nouvelle campagne de mesure. Il s'assurera de la complétude des données. Les résultats de mesure seront accompagnés de l'ensemble des éléments nécessaires à leur compréhension ainsi que des commentaires et actions correctives en cas d'éventuels dépassements de seuils, que ce soit en limite de site ou dans des ZER.

En fonction des résultats de cette nouvelle campagne, l'exploitant propose la mise en place de mesures de réduction des nuisances acoustiques en agissant sur les installations du site à l'origine du bruit (broyeurs...).

L'exploitant détaille depuis 2018, les dispositions mises en œuvre pour réduire les émissions sonores de l'établissement .

L'absence d'action corrective et des justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

De nouvelles mesures acoustiques ont été réalisées entre le 28 et le 30 avril 2025. Elles ont été réalisées par Bureau Véritas et ont porté sur 12 points, dont deux en ZER. Les périodes diurne et nocturne ont été prises en compte.

Sur les 10 points de mesure en limites de propriété, aucun dépassement des niveaux acoustiques, en périodes nocturne et diurne, n'a été relevé.

Sur les deux points en ZER, le bureau d'études conclut à la conformité aux points 9 (Nord-Ouest du site) et 10 (Ouest du site), à l'exception d'une non-conformité observée en période nocturne pour le point 9 (émergence mesurée à 7 dB(A) pour une limite à 3 dB(A)).

Dans son courriel du 22/09/2025, l'exploitant a indiqué que « l'origine du bruit est due aux dysfonctionnements d'un ventilateur. Ce ventilateur vibrait car mal réglé, mal équilibré et pas monté sur silent blocs. Il s'agit du ventilateur de reprise du filtre à poussières de l'atelier de préparation terre. Les travaux seront réalisés avant la fin de l'année. De plus, nous faisons des opérations de capotage des trémies de sable et d'argile pour limiter les poussières, ces travaux, qui seront terminés fin sept./début oct. devraient indirectement contribuer à diminuer le bruit en limite de propriété. En interne, nous réalisons des mesures de bruit régulièrement et nous pourrons voir l'évolution avant et après les travaux. »

Lors de la visite d'inspection :

- l'exploitant a indiqué avoir finalisé les réglages sur le ventilateur pour en limiter les vibrations (en particulier, remplacement du châssis supportant le ventilateur pour contenir les vibrations) ; le faible niveau sonore a été constaté qualitativement lors de la visite terrain ;
- il a bien été constaté que les trémies de sable et d'argile ont bien été capotées (voir photographie ci-après).



Afin de s'assurer de l'efficacité des actions réalisées, l'exploitant va réaliser prochainement une nouvelle mesure acoustique au point 9 en période nocturne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de réaliser une nouvelle mesure acoustique au point 9 de la ZER en période nocturne afin de confirmer l'efficacité des actions mises en œuvre pour réduire les niveaux sonores dans le secteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Réentions stockage et déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.3.3 et 6.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : 6.3.3 : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...] 6.3.7 : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des réentions dimensionnées selon les règles de l'art.
Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection s'est rendue au niveau de la zone de stockage d'ammoniaque pour la zone Loubert 3. Une cuve aérienne en composite d'une capacité de 20 m ³ a été constatée. Celle-ci est associée à une rétention maçonnée dont la capacité est conforme. En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis la fiche d'instruction déchargement ammoniaque du 12/01/2018 (FI RZ HSC 0103 indice B). Celle-ci précise les tâches à opérer pour le dépotage. L'instruction précise également qu'il convient, avant le dépotage, de « s'assurer de la présence du kit anti-pollution à proximité de la zone de travail ». Les inspecteurs ont bien constaté la présence de dispositifs absorbants et de kit anti-pollution à proximité immédiate de la rétention ammoniaque. En revanche, l'aire de dépotage d'ammoniaque, par camion, n'est pas associée à une rétention dédiée. L'exploitant a précisé que cette configuration est également observée pour les deux autres cuves aériennes de 2,5 m ³ sur Loubert 4 et de 8 m ³ sur Loubert 2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, d'associer les aires de dépotage d'ammoniaque, par camion, à des réentions dûment dimensionnées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par

<p>an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 07/10/2025, l'exploitant a transmis les certificats Q18 liés au contrôle des installations électriques réalisé par l'APAVE en août 2025.</p> <p>Les certificats Q18 consignent les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dernière vérification a été faite en août 2024, ce qui implique que la périodicité annuelle de contrôle est respectée ; - l'ensemble des installations électriques du site a bien été vérifié en 2025 ; - les plans des zones à risque incendie / explosion ont été communiqués ; - globalement, les installations peuvent présenter des risques d'incendie et d'explosion compte tenu des non-conformités majeures observées sur les installations électriques (e.g., présence de poussières susceptibles de générer un risque d'incendie au niveau de nombreuses armoires électriques du site, non fonctionnement de plusieurs dispositifs différentiels) ; à noter également que les non-conformités électriques sont pour la plupart récurrentes, avec la plus ancienne qui date de 2010 ; - le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) n'a pas été communiqué à l'organisme de contrôle, alors que l'inspection relève que des zones ATEX existent sur le site (stockage et dépotage de carburants, utilisation de liquides inflammables, stockage et dépotage d'ammoniaque...). <p>Concernant la gestion des non-conformités électriques, l'exploitant a précisé que celles, urgentes, ont été réglées entre les semaines 34 et 44 de 2025 et que les remplacements de plusieurs dispositifs différentiels ont été effectués sur les installations USINE LOUBERT 2-4-5 et USINE LOUBERT 1. Lors de l'inspection, l'exploitant précise que les non-conformités électriques majeures ont été levées à date. D'autres non-conformités électriques seront levées au 1^{er} semestre en 2026 (une enveloppe budgétaire sera allouée à cette mise en conformité).</p> <p>Enfin, l'exploitant a indiqué que la thématique ATEX/DRPCE devait être reprise en totalité. A ce propos, l'inspection a relevé qu'aucun pictogramme « Ex » (signalant des zones ATEX) n'était présent au sein des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier que les non-conformités récurrentes devant être corrigées d'ici fin 2025 l'ont bien été ; - mettre à jour le DRPCE du site et le transmettre à l'organisme de contrôle des installations électriques préalablement au contrôle ; - mettre en œuvre, le cas échéant, pour les matériels électriques et non électriques, les recommandations en matière d'adéquation matériels/zonage ATEX retenues dans le DRPCE ; - mettre en place les affichages « Ex » au niveau des zones retenues comme étant ATEX dans le DRPCE ; - justifier que les provisions financières pour solder les non-conformités électriques prévues en 2026 ont bien été intégrées au budget de fonctionnement du site pour 2026.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 14 : Protections foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : L'exploitant a transmis un extrait d'étude de dangers datant de 2006, qui conclue que l'aléa foudre est « un phénomène peu probable ». Cette seule contribution est insuffisante pour justifier que le risque foudre sur le site est sans objet. En effet, il convient de réaliser les études foudre requises (analyse du risque et, le cas échéant, étude technique). En retour à ce constat, l'exploitant a indiqué par courriel du 07/10/2025, que : « nous demandons cependant à nos partenaires, de réactualiser l'étude Foudre pour le site de Roumazières et nous mettrons en œuvre les mesures nécessaires en fonction de la nouvelle étude ». L'exploitant a précisé que l'analyse du risque foudre devrait être finalisée pour la fin du mois de novembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de : <ul style="list-style-type: none">- transmettre une analyse du risque foudre (ARF) selon la méthodologie en vigueur ;- le cas échéant, de réaliser dans la foulée, une étude technique foudre (ETF) visant à préciser les travaux nécessaires pour garantir la protection des installations contre les effets directs et indirects de la foudre. Ces travaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois. L'exploitant en justifie la bonne réalisation auprès de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Dispositions constructives locaux fours de cuisson

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Le local abritant les fours sera construit en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré deux heures. Il sera sans communication directe avec les ateliers ou magasins de l'établissement. Lorsqu'une communication est inévitable, elle se fera par un sas de 3 m ² de surface minimale dont les portes, distantes de deux mètres au moins en position fermée, seront pare-flammes de degré une heure et munie d'un système de fermeture automatique. Cette clause ne s'applique pas pour des fours dont les parois présentent des garanties de sécurité équivalentes.
Constats :

<p>Les deux locaux abritant des fours de cuisson (d'une longueur d'environ 150 mètres chacun) sont dotés de parois en parpaing, dont le degré coupe-feu est au plus d'une heure. Les parois en parpaing sont réalisées en partie sur une hauteur cohérente avec la hauteur du four. Les parois supérieures de ces locaux sont en simple bardage métallique.</p> <p>Les dispositions constructives ne sont donc pas conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de justifier des actions correctives qu'il compte mettre en œuvre pour répondre aux exigences de son arrêté préfectoral.</p> <p>Dans la négative, et pour justifier l'acceptabilité de la situation actuelle, il est demandé que l'exploitant fournisse <i>a minima</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une modélisation des effets thermiques et de surpression au niveau des locaux des fours pour : <ul style="list-style-type: none"> a) en évaluer l'amplitude ainsi que les éventuels effets dominos au sein des installations internes à l'établissement ; b) démontrer l'absence d'effets irréversibles et létaux affectant des réserves incendie à destination des pompiers ; c) démontrer l'acceptabilité du risque en termes de gravité (à défaut, des mesures de maîtrise des risques seront à proposer) ; - une justification que, en cas d'incendie des locaux où se trouvent les fours, la ruine de la structure se fera vers l'intérieur ; - la garantie de l'absence d'entrave du déploiement opérationnel des pompiers en cas de sinistre au niveau de ces secteurs.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 16 : Accès et circulation pompiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 6.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, les accès et les voies engins dédiées aux pompiers ne présentaient pas de défauts. Aucun obstacle n'a été observé susceptible de gêner la circulation des pompiers en cas d'intervention sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>